

Au Portugal, les petits et moyens producteurs se sentent abandonnés par leur gouvernement

Le Portugal, état membre de l'Union européenne depuis 1986, rencontre actuellement de graves difficultés économiques qui trouvent leur origine dans la crise financière mondiale de 2008. En 2011, le gouvernement portugais a tenté de remédier à cette situation en demandant un renflouement financier à l'Union européenne, à la Banque centrale européenne et au Fond monétaire international (FMI). Ce renflouement a été accordé sous réserve de certaines conditions, parmi lesquelles la prise de mesures d'austérité, comme des coupes budgétaires dans les dépenses sociales, ce qui a fortement affecté le niveau de vie de nombreux citoyens portugais, et particulièrement les petits producteurs, hommes et femmes. Ces petites exploitations paysannes (qui possèdent jusque 5 hectares) comptent pour 80%¹ des terres agricoles du pays et contribuent de façon significative à l'économie en créant de l'emploi et en générant des revenus.

Malgré le rôle crucial qu'ils jouent dans le système socio-économique, les petits producteurs portugais continuent d'être oubliés par le gouvernement dont les mesures suivent le cadre de la Politique agricole commune (PAC) et favorisent donc les grandes exploitations et l'agrobusiness. Ces dernières et le secteur de l'agroalimentaire bénéficient d'importants subsides européens acquis par le premier pilier de la PAC², c'est-à-dire des versements directs calculés et alloués au nombre d'hectare. Ces subventions agricoles européennes ne sont en rien liés à la production et ont, au contraire, encouragé l'achat massif de terres par de grands investisseurs désireux d'empocher les millions d'euros que cela représente chaque année. Dans un rapport publié en 2012³, La Via Campesina, le mouvement paysan international, affirmait que la PAC " était directement responsable de l'aggravation des inégalités foncières car cette politique favorise les grandes exploitations et de ce fait marginalise les petits paysans et freine les initiatives des jeunes souhaitant s'installer en agriculture."

La PAC, tout comme d'autres politiques, rendent possible l'exploitation des petits paysans portugais par les grandes entreprises de l'agrobusiness. Celles-ci maintiennent ainsi leur monopole sur le marché des produits agricoles par des pratiques tarifaires déloyales. Berta Santos, présidente d'AVIDOURO, l'organisation des petits vignerons du Douro, a précisé que les grandes entreprises influencent voire déterminent carrément le prix que les paysans pourront demander pour leurs produits, ce qui rend l'agriculture peu attractive et peu rentable.

Selon la Confédération nationale d'agriculture (Confederação Nacional d'Agricultura - CNA), une association représentant les petits et moyens producteurs portugais et membre de La Via

1 Dos Santos, M.J. and Carvalho, L. (2004) Semi subsistence farms in Portugal: key concepts. Une présentation PowerPoint a été présentée lors du 20e Atelier APDR sur le développement régional et familial, 27-28 avril 2004. Fatima, Portugal.

2 Le cadre tout récemment négocié pour la période 2014-2020 n'offre aucun répit digne de ce nom aux petits paysans et ce à cause des complexités inhérente à cette catégorie au sein de l'UE.

3 <http://viacampesina.org/downloads/pdf/en/mali-report-2012-en1.pdf>

Campesina, la grande majorité (près de 70%) des subsides versés au Portugal est en réalité perçue par 5% des exploitations. Autrement dit, les petits et moyens producteurs qui représentent 95 % des exploitations agricoles du Portugal doivent se partager 30% des subsides. En outre, les petites et moyennes exploitations sont fortement taxées. Dans le sillage des mesures d'austérité, le budget alloué à l'agriculture a été revu à la baisse. Cependant, les taxes et les coûts de production, eux, continuent d'augmenter. De plus en plus de familles paysannes connaissent de grandes difficultés, à tel point même que, en 2013, près de 14.000 exploitations ont demandé une aide sociale au gouvernement.

Le Portugal est de plus en plus pauvre. En 2012, près de 17.5% de la population courrait le risque de tomber sous le seuil de pauvreté. La CNA continue de se battre pour une prise de conscience de la part des législateurs sur l'importance de l'agriculture familiale et fait pression sur le gouvernement pour que celui-ci octroie des aides aux petites et moyennes exploitations agricoles. Le CNA entend aussi que le gouvernement assure aux petits et moyens agriculteurs, hommes et femmes, des prix rémunérateurs pour que celles-ci et ceux-ci puissent vivre de leur travail.

La Via Campesina rend visite à de petites exploitations viticoles : mission de solidarité contre les traders de la finance

Le 24 novembre 2014, suite à une réunion entre le Comité international de coordination (International Coordinating Committee - ICC) et le Secrétariat international (International Operative Secretariat - IOS), une délégation de La Via Campesina composée de 87 participant(e)s venant de 25 pays différents a visité des vignobles appartenant à des familles paysannes situés dans la région particulièrement touchée du Douro.

Cette visite sur le terrain a été organisée par la CNA et guidée par un de ses membres, l'association de petits vignobles AVIDOURO. La délégation de La Via Campesina s'est également rendue à Casa do Douro⁴, une institution créée il y a 82 ans pour aider et défendre un commerce équitable envers les vignerons de la région du Douro.

Selon Berta Santos, le gouvernement a modifié les statuts de la Casa do Douro, qui est devenue une association privée. Ce changement ouvre la voie à une privatisation de l'institution et de son capital, la rendant dépendante des grandes exploitations viticoles.

⁴ Casa do Douro est une association publique, constituée en 1932, à laquelle tous les vignerons doivent appartenir (inscription obligatoire). En 2007, son rôle a été repensé et l'accent a été mis sur sa nature d'association représentante des paysans et leur apportant son soutien dans leurs activités économiques et productives.

Depuis des siècles, le Portugal est un pays producteur (il se classe parmi les 15 plus grands producteurs mondiaux) et exportateur de vin (parmi les 10 plus grands exportateurs mondiaux). Il assure un peu moins de 3% de la production mondiale et réalise un peu moins de 4% des exportations. Le pays compte 11 régions viticoles renommées, la région du Douro étant la plus ancienne à avoir ce statut. Créée au milieu du 18^e siècle, le Douro se trouve au nord du Portugal et produit le fameux porto, son produit phare. Cette région, récemment classée au patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO pour la beauté exceptionnelle de ses paysages, s'étend sur 250 000 hectares dont 18% sont réservés à la viticulture, secteur porteur de l'économie locale. La structure foncière de la région reflète les problèmes que rencontre le pays tout entier dans ce domaine. Le Portugal rassemble près de 39 000 exploitations viticoles sur une surface de plus ou moins 45 000 hectares, ce qui fait en moyenne un hectare par ferme. En majorité, les petits et moyens vignobles appartiennent à des coopératives viticoles.

Deux sortes de vins sont produits dans le Douro, le porto et des vins traditionnels (vins de qualité ayant une appellation d'origine, vins régionaux et vins de table). Près de la moitié du terrain viticole est réservé pour la production du porto, le reste étant utilisé pour les autres vins. Les quotas de production du vin sont établis chaque année par l'Institut des vins du Douro et de Porto (Instituto de Vinhos do Douro e Porto – IVDP), une association interprofessionnelle qui rassemble des producteurs et des négociants de la région du Douro. Le volume de la production pour 2014 avait été fixé à 105 000 barils. Cette association régule non seulement la production mais également la qualité du vin.

La majorité du porto produit est réservé à l'exportation et représente le gros des revenus de ce secteur. Entre 2005 et 2008, le porto n'a compté en moyenne que pour 26% des exportations totales de vin mais il en a apporté plus de la moitié des revenus. A la même période, le prix moyen du porto avoisinait les 4.50€ le litre, quand les autres vins tournaient autour de 1.15€. Ceci explique que la plupart des viticulteurs aient d'abord remplis leurs quotas de porto avant de s'occuper des autres vins.

La Casa do Douro n'est pas autorisée à exporter directement des portos chers et de haute qualité. João Dinis, un dirigeant de la CNA qui accompagnait la délégation de La Via Campesina lors de sa visite des vignobles, a déclaré que les négociants en vin, métier dominé par les Anglais depuis la naissance du marché du vin au 18^e siècle, continuaient à jouir du monopole sur les exportations. Actuellement, la région du Douro est sous le contrôle de cinq grandes maisons d'export reconnues et protégées par la loi portugaise.

Même si la plupart des producteurs perpétuent les techniques apprises de leurs prédécesseurs, la jeune génération, face aux difficultés actuelles, quitte la campagne en quête de meilleurs emplois. Cette situation rend plus compliquée la transmission de la tradition. Les revenus tirés du vin ont chuté de plus de 40% alors que les coûts de production restent, eux, plutôt élevés.

Imperfections du marché: prix non-équitable et dominance des grands négociants en vin

L'exploitation des familles propriétaires de vignobles remonte à l'époque où les Britanniques monopolisaient le commerce du vin, il y a plusieurs siècles, et dans ce contexte, les paysans et les paysannes ne servaient qu'à entretenir les vignes. Cette organisation existe toujours aujourd'hui, et ce au détriment des petites exploitations paysannes. Une poignée de négociants en vin fixent les prix payés aux producteurs, tels un cartel. Les prix sont en chute libre depuis des années. Ces maisons de vin, comme les Douro Boys (Quinta do Vallado, Niepoort, Quinta do Crasto, Quinta Vale D. Maria et Quinta do Vale Meao) ont investi énormément d'argent pour innover et sont maintenant capables de réguler la production et de maintenir de faibles coûts de transaction. Selon la CNA, en 2000, un baril de vin (550 litres) coûtait près de 1 300 € ; En 2014, la même quantité ne valait plus que 700 €. Ces prix ne permettent pas de couvrir les coûts de production, et ainsi les producteurs ont des difficultés à entretenir leurs terres, à rembourser leurs emprunts et à acheter du matériel qui la plupart du temps n'est pas fabriqué dans le Douro. Certains producteurs se sont organisés en coopératives dans le but de produire et de commercialiser eux-mêmes leur vin mais ils se sont heurtés à une rude compétition avec les cinq grands négociants en vin, à tel point que la plupart d'entre eux n'ont eu d'autre choix que de se retirer de l'affaire. Les lois portugaises favorisent grandement les grandes compagnies vinicoles.

Au Portugal, les grandes exploitations dominent aussi bien le marché domestique que les exportations de vin. Par exemple, en 2009, les quatre plus grandes entreprises vinicoles se partageaient à elles seules près de 85% du marché dont 62%⁵ revenait à la plus grande. Pour le marché vinicole du porto, entre 1991 et 2006, la part de marché de ces quatre plus grandes entreprises passa de 49 à 67% et celle des huit plus grandes de 73 à 84%. Devant une telle concentration du marché, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les petits paysans éprouvent des difficultés à vendre leurs vins. Les coûts de transaction sont bien trop élevés. Selon Berta Santos seules trois coopératives de la région du Douro réussissent à rester rentables dans un tel contexte.

Pour ne rien arranger, les grandes entreprises vinicoles ne se pressent pas pour payer le vin qu'elles achètent, ce qui empêche les paysans de continuer leurs cultures. Certaines familles paysannes ont même attendu leur argent pendant des années, comme en témoignent des représentants d'AVIDOURO. Cette situation a causé l'abandon des exploitations par des paysans qui ne pouvaient plus payer la main d'œuvre qui est relativement chère dans ce secteur de domaine qu'est le vin. La quantité de vin produite par les petits paysans ne cesse donc de diminuer. Dans certains cas exceptionnels, des paysans ayant fait faillite ont même été jusqu'au suicide.

⁵ Anderson et Nelgen (2011) cité par Anderson, K. (2013) is Georgia the next « new » wine-exporting country ? Robert Mondavi Institute (RMI) Centre for Wine Economics (CWE), publication n°1301, janvier 2013.

La concentration des terres augmente, avec elle l'expropriation des petits producteurs

Les grandes entreprises achètent des terres et pour cela exproprient les petits et moyens paysans qui y vivent. Par exemple, les cinq membres de Douro Boys, projet qui a vu le jour en 2002, à savoir Quinta do Vallado, Niepoort, Quinta do Crasto, Quinta Vale D. Maria et Quinta do Vale Meao, ont par cette technique agrandi leurs exploitations de façon importante (cf. encadré 1). Ils possèdent désormais de vrais « empires » dont la réputation s'étend au niveau mondial⁶.

Encadré: Concentration des terres; l'exemple des Douro Boys
Quinta do Vallado
Au début du projet Douro Boys, Quinta do Vallado avait 63 hectares de vignes. En 2011, 105 hectares et la production de vins embouteillés a augmenté de 300%.
Niepoort
Fondée en 1842, cette maison a été un affréteur de vin traditionnel jusqu'en 1987, date à laquelle elle acquit ses propres vignes, Quinta do Carril et Quinta de Nápoles, comptant alors 25 hectares vignes nouvelles et anciennes. Lorsque l'association Douro Boys vit le jour, Niepoort possédait près de 42 hectares de vignes. En 2010, ce chiffre est passé à 70 hectares.
Quinta do Crasto
Cette maison existe depuis 1615. Au début, lorsque les Douro Boys a été créé, Quinta do Crasto possédait 75 hectares de vignes et ce chiffre est maintenant passé à 230 hectares. Quinta do Crasto a également investi dans la modernisation de ses vignobles. La production de vins embouteillés a augmenté de 200 %.
Quinta Vale D. Maria
Créée en 1995, la maison a acheté ses premières vignes (Quinta de Vale Mina et Quinta do Vale Dona Maria) en 1995. Lors de la création des Douro Boys, cette maison possédait 15 hectares de vignobles, elle en a aujourd'hui 40 et la production de vin embouteillés a augmenté de 200 %.
Quinta do Vale Meão
Créée en 1877 par une famille qui possédait près de 270 hectares de terrain, la maison, Quinta do Vale Meão, a commencé ses activités en 1998 et a produit ses premiers vins en 1999. A la création des Douro Boys, elle possédait 50 hectares de vignes contre 81 aujourd'hui. La production de vins embouteillés a augmenté de 200 %.

⁶ Muhr, D and Rebelo, J (2011). Innovation in Wine SMEs: The Portuguese Douro Boys. American Association of Wine Economists (AAWE) Working Paper No. 84. www.wine-economics.org, June 2011.

Luisa Valente, propriétaire de vignobles, cite un exemple parlant de cas où le gouvernement a favorisé les grandes entreprises de l'industrie du vin. Il y a des années, les grandes entreprises contrôlant l'export de vin achetèrent des terres situées hors de la zone officielle dédiée à la production de porto. A cette époque, le gouvernement s'est arrangé pour étendre cette zone et ainsi y inclure ces terrains récemment acquis, autorisant par la même occasion la production de porto sur ceux-ci.

Ainsi, on se rend bien compte que les limites de la région productrice du Douro sont faussées. Environ 810⁷ agriculteurs (2%) possèdent près de 35 % (15 956 hectares) de cette région, leurs vignobles faisant en général plus que 8 hectares, l'étendue moyenne étant de 19,7 hectares. La plupart de ces exploitations appartiennent à des producteurs/embouteilleurs et négociants de porto. Près de 60,1 % (23 743) des vignobles font moins que 0,5 hectare et occupent ensemble 9,3 % de la surface totale ; 28,3 % (11 162 hectares) des vignobles font entre 0,5 et 0,2 hectare et comptent pour environ 25 % de la région.

En outre, il faut garder en tête que la plupart des exploitations privées de la région du Douro ne sont pas tenues par des paysans qui vivent sur leurs terres. Lorsque les familles paysannes qui exploitent les terres mettent un terme à leurs activités en partant à la retraite, celles-ci ne sont pas reprises et restent à l'abandon. Les enfants de ces familles paysannes ont tendance à quitter la région pour aller trouver de meilleures conditions économiques ailleurs.

Pour un service social minimum

La crise économique que traverse actuellement le Portugal a fait baisser l'aide publique allouée à la région vinicole du Douro. Les soins de santé et l'éducation ont été et continuent d'être revus à la baisse. Face à cette situation, les paysans ont été contraints d'inscrire leurs enfants dans des écoles en ville loin de leur habitation, ce qui ne fait qu'alourdir leur quotidien et particulièrement celui des femmes qui, en plus de leur travail à la ferme, ont dû aussi consacrer du temps aux trajets maison-école. Ce problème rend l'agriculture familiale encore moins attirante, surtout aux yeux de la jeune génération. C'est là une menace de taille pour cette tradition jusqu'ici transmise de père en fils, en plus de laisser le champ libre aux grandes entreprises.

Les relations de travail sont influencées par les disparités de genre et le chômage n'arrange rien

La topographie montagneuse du Douro rend l'utilisation des machines ardue et oblige donc les vignerons à compter sur une main d'œuvre humaine pour s'occuper des vignes (récolte, taille, etc.)

⁷ Rebelo, J and Caldas, J (2011). The Douro Wine Region: A Cluster Approach. American Association of Wine Economists (AAWE) Working Paper No. 83. www.wine-economics.org.

Les coûts de production sont donc assez élevés. Les producteurs ne percevant pas beaucoup d'argent, ils n'engagent pas beaucoup de travailleurs agricoles. Et quand ils le font, ils préfèrent se tourner vers les femmes car, bien qu'elles réalisent les mêmes tâches que les hommes, leur salaire est plus bas. Selon AVIDOURO, une femme gagne 4€ par heure contre 6€ pour un homme. Les conditions de vie des femmes et des enfants de la région s'en sont ressenties et il y a même des familles qui n'ont pas assez d'argent pour payer leurs factures d'électricité ou les livres scolaires.

A cause des petits revenus des vigneron et le peu d'emploi disponible, le flux de travailleurs saisonniers a augmenté. Le Douro a perdu 40 % de sa population au cours des 40 dernières années et celle qui reste est âgée. En mars 2014, le taux de chômage au Portugal était de 15,2 %. Ce dernier, qui a commencé à grimper en 2000, est maintenant en baisse car la population du Portugal émigre fortement⁸.

Lobbys, luttes et campagnes

Cependant, la CNA n'a pas hissé le drapeau blanc et continue d'insister sur la nécessité de revoir les politiques actuelles qui sont en train de détruire l'agriculture familiale portugaise. A coup de lobbys sur le gouvernement, l'organisation espère faire augmenter l'aide allouée aux petites et moyennes exploitations agricoles en réduisant les taxes et en instaurant un prix juste. Les petits paysans de la région du Douro continuent eux aussi la lutte contre les politiques gouvernementales qui leur sont défavorables et contre l'exploitation orchestrée par les compagnies d'export.

La Via Campesina présente au congrès du CNA

Le 23 novembre, la veille de la visite de fermes, le congrès de la CNA s'est tenu à Penafiel avec plus de 300 paysans et paysannes de la région et plus de 2 000 petits et moyens exploitants venus d'autres régions du Portugal. Le congrès a voté plusieurs motions visant à soutenir la lutte pour des politiques agricoles et commerciales qui permettraient aux paysans de vivre dignement de leur travail. L'issue de cette rencontre a également vu l'adoption de la Charte et des Statuts de l'agriculture familiale portugaise. Ces documents spécifient les droits fondamentaux des paysans et des paysannes en plus d'apporter une définition de ce type d'agriculture. L'objectif est de garantir les droits des paysans, hommes et femme, qui permettent la valorisation de leur travail, pour que ceux-ci et celles-ci reçoivent une « compensation » à la hauteur de la qualité de leur produit et du service rendu à la société. Les représentants du gouvernement présents au congrès ont promis de poursuivre leurs initiatives visant à atteindre ces objectifs et ont également relevé les points où des progrès ont été observés.

⁸ http://en.wikipedia.org/wiki/Economy_of_Portugal .

La délégation de La Via Campesina était aussi présente au congrès et les membres du Comité international de coordination ont profité de cette occasion pour manifester leur soutien envers les paysans et paysannes portugais. Afin de matérialiser sa reconnaissance du rôle que joue LVC dans les luttes paysannes, le CNA a également remis une médaille spéciale à Elizabeth Mpofu, Coordinatrice générale de LVC, qui l'a reçue au nom du mouvement. Aux yeux de tous, la présence de LVC à ce congrès a été forte et hautement symbolique, une importante démonstration de résistance, de solidarité et d'espoir pour tous les petits paysans et paysannes du monde entier.

L'équipe de communication de La Via Campesina